

Colmar, le 11 janvier 2005

Monsieur le Préfet du Haut-Rhin  
Direction des Collectivités Locales et de  
l'Environnement  
Bureau des Installations Classées  
B.P. 489  
68020 COLMAR CEDEX

RAPPORT DE PRESENTATION AU CDH
--------------------------------

**OBJET** : Société ROHR Environnement S.A. à COLMAR, 172 rue du Ladhof.  
Prescriptions complémentaires de surveillance et d'études.

***a) Description des activités***

La Société ROHR Environnement S.A. exerce depuis 1974 des activités de récupération de métaux à COLMAR, 172 rue du Ladhof, sur une plate forme d'environ 16 000m<sup>2</sup>.

Les déchets métalliques sont amenés sur le site à partir de conteneurs mobiles placés en déchetteries ou dans les entreprises, ou par des particuliers. Ces déchets sont déchargés sur une plate forme en béton, triés par une ou deux grues, pour être ensuite déposés directement vers des emplacements spécialisés, ou traités par une cisaille ou une presse.

Les plus grosses pièces sont découpées au chalumeau par un ou deux opérateurs.

Les déchets de métaux triés sont expédiés par route ou par train vers des installations de recyclage.

***b) Situation administrative***

La Société ROHR Environnement S.A. est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 64239 du 16 septembre 1980 l'autorisant à poursuivre ses activités de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux ou non ferreux à COLMAR, 172 rue du Ladhof. Les activités relèvent du régime de l'autorisation et sont visées par la rubrique n° 286 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Aucune autre activité relevant de la nomenclature n'est exercée sur le site, notamment l'activité de récupération des pneumatiques abandonnée.

La circulaire du 10 avril 1974 relative aux dépôts et activités de récupération de déchets de métaux avait guidé l'établissement des prescriptions imposées à la société ROHR. Le non respect de plusieurs de ces prescriptions a conduit l'Inspection des Installations Classées à mettre l'exploitant en demeure de s'y conformer.

Il s'agit notamment de :

- Collecter les eaux usées ruisselant sur la surface des aires de stockage et de traitement des déchets de métaux selon leur nature (article 5.1. de l'arrêté préfectoral n° 64239 du 16 septembre 1980);
- diriger les eaux résiduaires vers le réseau d'assainissement collectif (article 5.2.);
- étancher toutes les aires sur lesquelles des liquides inflammables, toxiques ou corrosifs sont susceptibles d'être répandus (article 5.3.);
- stocker les déchets générateurs de nuisance dans des conditions visant à éliminer tout risque de pollution des eaux (article 7.1.c.);
- mettre à disposition de l'inspecteur des Installations classées le registre des opérations d'élimination des déchets générateurs de nuisance (article 7.2.);
- prendre toute disposition pour récupérer les liquides accidentellement répandus et les stocker à proximité des aires spécialisées (article 10.4.);
- étancher le bassin de récupération des eaux météoriques ruisselant sur la surface des aires de stockage et de traitement des déchets de métaux.

### ***c) Propositions de l'Inspection des installations classées***

L'ensemble des eaux de pluie ruisselant sur la plate forme de tri et de stockage est recueilli par un réseau unitaire aboutissant à un bassin d'infiltration dans la nappe, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures. L'aire bétonnée sur laquelle la presse et la cisaille sont implantées est également équipée d'un séparateur d'hydrocarbures relié à un puits d'infiltration.

Les aires spécialisées susceptibles de recueillir des liquides polluants sont mal délimitées et ne font pas l'objet de dispositions particulières visant à favoriser leur récupération.

Le raccordement au réseau de la station d'épuration collective n'est toujours pas réalisé à ce jour.

Un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines a été mis en place en 2002 sur la base d'une étude hydrogéologique réalisée en 1999. Les résultats des mesures de qualité de la nappe font apparaître des traces de pollution organique et de manganèse dans le piézomètre situé en aval du bassin d'infiltration des eaux de ruissellement.

Les conditions d'exploitation telles que décrites ci-dessus perdurent depuis plusieurs années et sont susceptibles de provoquer une pollution des eaux souterraines.

En complément des dispositions figurant dans l'arrêté préfectoral n° 64239 du 16 septembre 1980 et imposées par arrêté de mise en demeure, il est proposé de compléter et de préciser ces dispositions sur les points suivants :

- prescrire une surveillance renforcée des eaux souterraines, en complétant le réseau de surveillance des trois piézomètres par le puits d'infiltration sous la cisaille, le bassin d'infiltration et un étang de pêche situé en aval des installations, par des analyses semestrielles pour les points et paramètres significatifs ;
- prescrire une étude détaillée des risques, au vu des premiers résultats d'analyses de nappe mettant en évidence des traces de pollution organique et de manganèse. La réhabilitation des terrains autour du bassin d'infiltration et la réalisation d'un bassin d'orage étanche devront être coordonnés aux éventuels travaux préconisés par l'étude détaillée des risques ;
- prescrire un renforcement du contrôle des mouvements de déchets et des filières de valorisation ou d'élimination ;
- prescrire l'étude de traitabilité des rejets et préciser les normes de rejet des eaux vers la station d'épuration urbaine.

#### ***d) Conclusions***

Il est proposé de présenter à l'avis du conseil départemental d'hygiène, un arrêté de prescriptions complémentaires en ce sens.